



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Europe-ta-democratie-fout-le-camp>

ÉDITORIAL

Europe, ta démocratie fout le camp !

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2011 - N° 1123 - août-septembre 2011 -

Date de mise en ligne : lundi 27 février 2012

Date de parution : août 2011

Description :

Marie-Louise Duboin se demande qui va aller le plus vite, les institutions financières, pour obtenir la capitulation sans condition des élus, ou bien les populations, pour exiger une véritable démocratie ?

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

« Quand on a dépassé les limites, il n'y a plus de bornes ! ». Cette boutade de Pierre Dac s'applique parfaitement à ce qui se passe pour la gouvernance de l'Europe : les gouvernements ont démissionné de leurs responsabilités, et ce sont maintenant les dirigeants non élus des institutions financières, Fonds Monétaire International (FMI) et Banque Centrale Européenne (BCE) qui imposent leur politique débridée à la Commission européenne, avec l'aide des agences de notation.

Malheureusement, ce n'est que très lentement que les populations découvrent cette révolution. Elles ont tellement entendu affirmer qu'elles vivent en démocratie ! Leurs élus se disent si fortement attachés à leur mission de défendre l'intérêt général, vaincre le chômage, préserver le pouvoir d'achat, que lorsqu'ils ont expliqué qu'il leur fallait absolument éviter la faillite du système bancaire, les braves gens ont compris qu'il s'agissait de protéger leurs petites économies !

Ils n'ont donc pas protesté.

Ils ont d'autant plus laissé faire qu'ils ne comprenaient rien (sauf ceux qui avaient lu Mais où va l'argent ? [\[1\]](#)) aux manoeuvres bancaires ! Il est vrai que les marchés de produits dérivés ne sont pas plus à leur portée que les paradis fiscaux, et qu'ils n'ont pas les moyens de mesurer les dangers des "credit default swaps" (CDS), ni le génie des traders qui se jouent des risques qu'ils prennent pour autrui.

Donc, comme l'écrit Serge Halimi dans Le Monde Diplomatique de juillet, « les "analphabètes" économiques paient, imaginant qu'il s'agit d'un tribut au destin ». Mais on peut parier qu'ils ne vont pas tarder à comprendre, et donc à suivre l'exemple des indignados de Madrid, qui clamaient, le 19 juin : « Ce n'est pas une crise, c'est une escroquerie ! ». Et d'une escroquerie bien préparée, patiemment menée, mais qui apparaît de plus en plus au grand jour.

Ceux qui en font les frais, les jeunes sans travail et sans espoir d'avenir, les actifs qui ne gagnent pas de quoi vivre, les plus de quarante ans considérés comme bons à rien parce que trop vieux, les retraités qualifiés de privilégiés parce qu'ils ont une misérable retraite, tout ce monde va finir par ouvrir les yeux... Mais comment ?

Est-ce par la comparaison de la baisse des salaires avec l'augmentation faramineuse des revenus de quelques oligarques ? - Quelques chiffres suffocants apparaissent, de temps en temps, dans la grande presse...

Est-ce parce que les plans de rigueur, dans certains pays, sont pris par des élus qui se disaient "de gauche" ? - Les électeurs s'aperçoivent que les divergences entre "partis de gouvernement" portent sur des questions secondaires et que sur les questions essentielles leurs politiques sont semblables...

Est-ce après avoir porté au pouvoir l'extrême droite et découvert, mais trop tard, que l'étranger immigré n'est pas le responsable ? - Les discours de la nouvelle porte-parole du FN sont savamment préparés...

C'est plus sûrement l'ampleur des sacrifices imposés, quel que soit le parti majoritaire, parce qu'elle est intolérable et injustifiable.

Quand il est devenu évident que les emprunts contractés par les États pour sauver les banques avaient entraîné une augmentation vertigineuse des Dettes "souveraines", c'est l'annonce de mesures de rigueur qui a commencé à alerter les populations. Quand le peuple grec, en premier, a été touché, on a expliqué que les Grecs avaient tous triché pour ne pas payer d'impôts, ils n'avaient donc que ce qu'ils méritaient. Ce fut ensuite le tour de l'Irlande. Elle s'est brusquement trouvée face aux mêmes problèmes, après avoir fait l'admiration générale pour sa prospérité. Il a

été un peu plus difficile de montrer que c'est parce qu'elle avait abusé des largesses de l'Europe. Cela a peut-être encore tranquilisé d'autres européens...

Mais maintenant les choses se gâtent, et sérieusement. Après avoir annoncé que l'Europe (dont les États membres sont solidaires, par définition) avait avancé des milliards pour sauver la Grèce, les ministres des finances ne sont plus du tout d'accord. Ils constatent que les sommes qu'ils ont promises ne sont pas suffisantes, et ils ne peuvent pas faire plus. Ils ne s'entendent pas pour se sortir d'affaire ensemble et savent que c'est la crédibilité de leur Europe, de leur euro, qui est en jeu. Et c'est un cercle vicieux, car leurs discussions confirment ces insolvabilités, donc les agences de notation baissent les notes des pays concernés, ce qui augmente leurs dettes ! Devant l'évidence de l'échec de la politique qu'ils suivent depuis le début, les gouvernements européens ne sont d'accord que ... pour la poursuivre ! Et tous de mettre en route de nouveaux plans de restrictions, pires que les précédents.

Dans La Dette ou la vie (voir GR 1122), le CADTM cite les mesures "de rigueur", déjà prises, ou annoncées depuis 2010, en Grèce, en Irlande et au Portugal. De semblables mesures l'ont été et d'autres vont l'être au Royaume-Uni, en Italie, en Espagne. En France, le gouvernement fait, depuis longtemps, les mêmes coupes sombres, même si c'est en ne prononçant jamais le mot austérité... ! Pressées comme un citron dont on veut extraire jusqu'à la dernière goutte de jus, ces populations savent bien qu'elles ne sont pas responsables de la crise financière. Alors pourquoi faut-il qu'elles en fassent les frais ? Ou pour qui ? Même Le Figaro constatait, le 16 juin, que « la plupart des Grecs comparent la tutelle budgétaire internationale à une nouvelle dictature » !

À qui profitent ces mesures ?

Les Irlandais se demandaient peut-être encore pourquoi l'austérité leur a été brusquement imposée. Or ils viennent d'apprendre que les dirigeants du patronat de leur pays sont allés, le 15 juin dernier, solliciter la Commission européenne pour en obtenir « une réforme d'envergure... qui a reçu l'aval de l'UE et du FMI » : modifier les règles salariales pour suivre l'exemple des secteurs déréglementés où « l'échelle des rémunérations pour les nouveaux salariés a baissé d'environ 25% ces dernières années ». S'ils savent qu'en sortant M. McGinty s'est exclamé « ce n'est pas le moment pour le gouvernement de caler devant les décisions difficiles », ils vont sans doute comprendre que leur dette "soveraine" est, en fait, l'occasion pour le FMI et l'UE de leur imposer les mesures dont rêve leur patronat.

Grecs et Portugais seraient édifiés s'ils lisaient The Economist dont les éditorialistes confirment le sens de ces réformes. Le 11 juin, comme le rapporte aussi Serge Halimi, l'un d'eux y écrivait en effet que les Grecs (lesquels ?) : « soucieux de réformes, voient dans la crise une occasion de remettre le pays sur le bon chemin. Ils louent en silence les étrangers qui serrent la vis à leurs élus ». Un autre commentateur de cet hebdomadaire libéral y approuvait en ces termes le plan d'austérité infligé au Portugal par le FMI et l'UE : « Les hommes d'affaires jugent de façon catégorique qu'il ne faut pas s'en écarter [...] aucun parti politique portugais n'aurait proposé au cours des trente dernières années un programme de réformes aussi radical [...], le Portugal ne doit pas laisser passer une telle occasion ». Quelle magnifique occasion, en effet ! Mais pour qui ? L'économiste américain Paul Krugman répondait à cette question dans The New York Times du 10 juin : « Qu'ils en soient conscients ou non, les dirigeants politiques servent presque exclusivement les intérêts des rentiers » et, toujours selon S.Halimi, cet économiste « estime que les préférences de ces détenteurs de capitaux s'imposent d'autant plus naturellement qu'ils versent des sommes importantes lors des campagnes électorales ». Cette réflexion ne concerne, bien sûr, que les mœurs des États-Unis... mais pas ce qu'il ajoute : « et ont accès aux décideurs politiques qui, si tôt qu'ils n'exercent plus de responsabilité publique, viennent souvent travailler pour eux »

« Les peuples, bien qu'ignorants, sont capables de vérité. »

(Machiavel dans Le Prince)

Attention, danger imminent !

Le pire est à venir. Car ce qui pointe maintenant c'est la volonté de graver dans le marbre constitutionnel cette primauté "des détenteurs de capitaux" sur les décisions européennes. Cette volonté devient manifeste quand on décrypte, comme le fait ci-après Jean-Pierre Mon, le récent discours du Président de la BCE : J-C Trichet n'hésite plus à affirmer qu'il faut désormais « que les autorités aient un droit de veto sur certaines décisions de politique économique nationale ». Gare ! Nos élus vont être sollicités, peut-être dès la rentrée, pour accepter solennellement de modifier la Constitution en ce sens.

S'ils acceptent, les représentants que nous avons élus pour qu'ils fassent les lois dans l'intérêt général, vont être complices d'une véritable usurpation de pouvoir. Car députés et sénateurs ne sont pas "analphabètes en économie", ils savent que le FMI a été créé pour que de riches investisseurs puissent s'enrichir en prêtant aux États, et que son rôle est donc de faire pression pour que ces derniers réduisent leurs dépenses sociales à seule fin de rembourser banques, compagnies d'assurances, fonds de pension et autres sociétés mondialisées, qui leur imposent des taux d'intérêt d'autant plus élevés qu'ils sont plus en difficulté ! C'est ainsi que Christine Lagarde s'est autorisée à dire, mardi 12 juillet, au premier ministre grec « Il faut en faire plus ! » parce qu'elle estime que les réductions budgétaires de la Grèce ne sont pas encore suffisantes.

Comme montré dans Mais où va l'argent ? (voir aussi ci-dessous page 12 et suivantes), le coeur des problèmes créés par la grande finance réside dans les mécanismes du crédit. C'est par une véritable escroquerie, selon le mot des indignados, qu'a été interdit aux États ce qui reste autorisé aux banques : se financer par création monétaire en ouvrant des crédits. C'est ce qui met les États à la merci des "investisseurs" qui après avoir "pompé", tant qu'ils pouvaient, les richesses des pays du Sud, mettent maintenant la main sur les pays du Nord, rendus impuissants d'avoir asséché leurs budgets pour réparer les abus du crédit bancaire...

[1] En 2004, j'ai présenté le manuscrit de ce livre à plusieurs éditeurs en proposant pour titre La Démission des politiques. Tous l'ont refusé, sans explication. Mais l'un d'eux, qui était prêt à le publier jusqu'à ce qu'il reçoive l'ordre supérieur (il a dit "conseil" et non "ordre") de ne pas le faire, m'avait incitée à en changer le titre parce que pour lui, parler de démission des politiques c'était se placer dans la ligne du Front National et son cri « Tous pourris ! ». C'était évidemment la preuve qu'il m'avait lue trop superficiellement puisque ce que je mets en évidence ce n'est pas, comme le font les Le Pen, la corruption des individus mais la perversité du système qui mène à cette démission des gouvernements face à la dictature de la finance (contre laquelle, soit dit en passant, l'extrême droite ne propose rien). Il aura donc fallu près de 9 ans aux plus "engagés" des grands médias pour dénoncer cette démission, décrite dans La Grande Relève dès décembre 2002 (GR 1027-1035, 1038) ! J'aimerais bien savoir si ceux qui jugeaient alors que mon livre était bien trop en avance sur l'opinion générale, ne se disent pas aujourd'hui qu'ils ont raté un "scoop" !